

Les ballons de football au Pakistan

Du travail des enfants aux droits des travailleurs

L'industrie du ballon de football a déjà fait couler beaucoup d'encre en raison du travail des enfants. En 1996 déjà, lors de la coupe d'Europe des Nations, différents syndicats et ONGs attiraient l'attention sur les enfants pakistanais qui fabriquaient des ballons de football pour le marché mondial.

Le Pakistan est l'un des principaux pays exportateurs d'articles de sport. Environ 75% de la production mondiale de ballons de football est réalisée à Sialkot, dans la province du Punjab. Sur 40 millions d'enfants âgés de 5 à 14 ans, le pays compte environ 3,3 millions d'enfants travailleurs, dont 5 à 7000 d'entre eux cousaient des ballons pour des marques renommées telles que Nike, Puma, Decathlon, Adidas ou Reebok.

En 1996, devant les révélations de la presse, et suite aux pressions des consommateurs occidentaux, les principaux fournisseurs des grandes marques, réunis au sein de *la Chambre du Commerce et de l'Industrie de Sialkot (SCCI)*, acceptèrent de signer un accord avec l'*Organisation Internationale du Travail (O.I.T.)* et l'*UNICEF*.

L'accord d'Atlanta, du nom du lieu où il a été signé, a pour objectif d'éliminer le travail des enfants de moins de 14 ans dans l'industrie du ballon de football.

Comme il est difficile de contrôler le travail des enfants à domicile, la couture des ballons a été transférée dans des centres enregistrés et contrôlés par l'*O.I.T.*

Un deuxième objectif de l'accord est de réhabiliter les enfants travailleurs et de créer des sources de revenus alternatives pour leurs parents. Des activités informelles d'éducation, des soins de santé, des formations pour lancer une activité productive ainsi que des programmes de micro-crédits sont organisés avec l'aide de l'*UNICEF* et de différentes organisations non gouvernementales.

Plus de deux ans après la signature de l'accord, quels en sont les résultats ?

Au 31 août '99, 53 exportateurs de ballons de football avaient volontairement rejoint le programme. Ces entreprises représentent pratiquement 70% des exportations totales et ont ouvert plus de 600 centres de couture, dont 150 centres pour femmes. On ne rencontre plus d'enfants travaillant dans ces centres et la fréquentation scolaire a augmenté dans la région de Sialkot depuis le lancement du programme.

Malheureusement, plus de la moitié des enfants couseurs de ballons ne bénéficient pas du programme de réhabilitation et se retrouvent soit sans occupation et traînent dans les rues des villages, soit travaillent dans d'autres secteurs industriels (fabrication d'instruments chirurgicaux, de briques,...) où les conditions de travail sont souvent plus mauvaises.

Le projet dans son ensemble ne fait que donc que déplacer le problème.

Fait plus préoccupant encore : la cause fondamentale du travail des enfants – la pauvreté des parents - n'est pas réellement prise en compte par l'accord d'Atlanta. Le contrôle effectué par les équipes de terrain de l'*O.I.T.* ne concerne que le travail des enfants. Les conditions de travail et les salaires ne sont pas pris en compte. Or le transfert de la production des domiciles vers les centres de couture a des effets pervers, surtout pour les femmes. Dans bien des familles, musulmanes, elles ne peuvent travailler en dehors de la maison et nombre d'entre elles ont perdu leur source de revenu.

Même pour celles ou ceux qui ont un emploi, la situation n'est pas rose. Un couseur produit en moyenne 3,5 ballons par jour, pour lesquels il est payé entre 20 et 35 roupies à la pièce¹ en fonction du type de ballon. Selon *Sada Qat Farooq*, un professeur de 28 ans habitant le village de WAN, un couseur devrait gagner de 60 à 70 roupies par ballon pour vivre décemment. Les travailleurs n'ont pas non plus la possibilité de négocier leur salaire, car si la liberté d'association est consacrée par la constitution, les employeurs disposent de

¹ 1 roupi pakistanaise = +/- 0,8 BEF

nombreux moyens pour empêcher une représentation syndicale dans leur entreprise ou chez leurs sous-traitants.

Si on veut donc réellement s'attaquer au travail des enfants, une des premières étapes est de garantir une liberté syndicale effective pour que les travailleurs puissent négocier, lutter pour améliorer leurs revenus et ainsi envoyer leurs enfants à l'école.

Samuel Poos